

### Sommaire

#### Actualités en ligne

- Journée mondiale de la Santé : Genève, 6 avril 2011  
Des mesures d'urgence nécessaires pour préserver les traitements médicamenteux
- Semaine européenne de la vaccination : 26 avril au 2 mai 2011  
Mobilisation contre la rougeole
- Lancement de la 1<sup>re</sup> phase de l'étude Elfe du 1<sup>er</sup> au 4 avril 2011  
Elfe : étude longitudinale française depuis l'enfance

#### Articles

- Veille bibliographique sur la surveillance biologique de l'exposition aux produits chimiques en milieu de travail : mise en place d'un réseau francophone multidisciplinaire  
*INRS, Document pour la médecine du travail, n° 125, mars 2011.*
- Bactériophages et enzymes lytiques... peuvent-ils aider à combattre les résistances bactériennes aux antibiotiques?  
*Revue internationale des services de santé des forces armées, mars 2011, vol.84/1.*

#### Dossiers

- Les déterminants socio-environnementaux de la santé des aînés  
*Inpes, la Santé de l'homme, n° 411, janvier-février 2011.*
- Télésanté, télémédecine, e-santé...  
*Perspectives sanitaires et sociales, n° 215, mars-avril 2011.*

#### Rapports

- La charge de morbidité imputable au bruit ambiant : quantification du nombre d'années de vie en bonne santé perdues en Europe  
*OMS, région européenne, 2011, 108 pages (en anglais).*
- Rapport annuel du médiateur : 2010  
*Le médiateur de la République, rapport annuel 2010, 1<sup>er</sup> trimestre 2011, 84 pages.*

#### Ouvrages

- Gouvernance de la santé : les acteurs institutionnels  
*Patricia Siwek, Éditions le Coudrier, avril 2011, 192 pages.*
- Pour une raison écologique  
*Bernard Perret, Éditions Flammarion, mars 2011, 276 pages.*

## Actualités en ligne

### Journée mondiale de la Santé : Genève, 6 avril 2011 Des mesures d'urgence nécessaires pour préserver les traitements médicamenteux

**S**ous le thème « Lutter contre la résistance aux médicaments », l'OMS appelle à une action urgente et publie dans cet objectif un ensemble de mesures que les gouvernements et leurs partenaires nationaux doivent prendre pour lutter contre la résistance aux médicaments qui augmente : de nombreuses infections ne peuvent plus être soignées facilement et entraînent des traitements prolongés et coûteux et un risque plus élevé de mortalité. Les mesures de l'OMS portent notamment sur la mise en œuvre d'un plan national doté d'un financement, sur le renfort de la surveillance et les moyens de laboratoire, sur la réglementation de l'usage rationnel des médicaments, sur la prévention des infections... Par ailleurs, l'utilisation inappropriée des médicaments favorise l'émergence plus rapide de la résistance et nombre de médicaments antimicrobiens (pour traiter des maladies comme la lèpre, la tuberculose, la gonococcie ou la syphilis...) sont en péril, car des niveaux élevés de résistance aux médicaments en menacent l'efficacité. Ainsi en 2010, 440 000 nouveaux cas de tuberculose multi résistante ont été décelés et des cas de tuberculose ultra résistante ont été signalés dans 69 pays à ce jour. De même, l'utilisation massive des antibiotiques dans la production des animaux destinés à la consommation contribue à accroître la résistance aux médicaments.

[http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2011/whd\\_20110406/fr/index.html](http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2011/whd_20110406/fr/index.html)

### Semaine européenne de la vaccination : 26 avril au 2 mai 2011 Mobilisation contre la rougeole

**L**ancée en 2005 par l'OMS, cette semaine a pour objectif de rappeler à la population qu'il est important de se faire vacciner pour empêcher d'attraper des maladies infectieuses et aussi d'éviter de les transmettre aux autres et réduire ainsi les risques d'épidémie. Pour éliminer la rougeole d'Europe, il faut qu'au moins 95 % de la population reçoive deux doses de vaccin. En France, le nombre de cas de rougeole a été multiplié par cent ces dernières années, passant de 44 cas en 2007 à 5 000 cas déclarés en 2010. Or cette maladie particulièrement contagieuse ne touche pas seulement les enfants mais aussi les adolescents et les adultes et parfois peut être mortelle. Aussi, pour la troisième année consécutive, le ministère de la santé se mobilise contre cette maladie et recommande la vaccination.

<http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/equilibre/pdf/Lettre70.pdf#page1>

[http://www.ameli.fr/assures/votre-caisse-ille-et-vilaine/en-ce-moment/semaine-de-la-vaccination-26-avril-2-mai-2011\\_ille-et-vilaine.php](http://www.ameli.fr/assures/votre-caisse-ille-et-vilaine/en-ce-moment/semaine-de-la-vaccination-26-avril-2-mai-2011_ille-et-vilaine.php)

### Lancement de la 1<sup>re</sup> phase de l'étude Elfe du 1<sup>er</sup> au 4 avril 2011 Elfe : étude longitudinale française depuis l'enfance

**L**'étude Elfe, lancée le 1<sup>er</sup> avril a pour objectif de suivre (sur 20 années) 20 000 enfants de la naissance à l'âge adulte pour mieux comprendre comment l'environnement affecte, de la période intra-utérine à l'adolescence, leur développement, leur santé et leur socialisation et leurs parcours scolaire. Cette étude prendra en compte les interactions entre l'enfant et son entourage familial, les pratiques alimentaires, les recours aux soins, les expositions aux conditions environnementales, les modes de vie, l'apprentissage... pour mieux comprendre les éléments se rattachant à son insertion sociale. Cette recherche aidera ainsi à définir des stratégies et à formuler des recommandations de politiques sociales et de santé publique pour optimiser la santé et le bien-être de l'ensemble des enfants. Cette recherche est pilotée par l'Institut national d'études démographiques, l'Ined, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, l'Inserm, en partenariat avec l'Établissement du sang (EFS). Elle est soutenue par des institutions publiques et par les ministères en charge de la recherche, de la Santé, du développement durable et du Travail.

[http://www.elfe-france.fr/documents/DP\\_ELFE\\_30mars.pdf](http://www.elfe-france.fr/documents/DP_ELFE_30mars.pdf)

## Articles

### Veille bibliographique sur la surveillance biologique de l'exposition aux produits chimiques en milieu de travail : mise en place d'un réseau francophone multidisciplinaire

Cet article présente les étapes de la mise en place d'un réseau de veille bibliographique (ou veille scientifique) thématique effectuée conjointement depuis 2004 par 4 institutions francophones dans le domaine de la santé au travail : l'INRS (France), l'IRSST (Québec), l'IST (Suisse) et l'UCL (Belgique). Ce réseau regroupe des acteurs aux compétences variées (des documentalistes et des « experts », conseillers médicaux et scientifiques spécialisés en santé au travail, toxicologues, chimistes, pharmaciens). L'expérience de ce réseau présentée dans cet article sur « la surveillance biologique de l'exposition aux produits chimiques en milieu du travail », a consisté en une interrogation et une recherche systématisées et automatisées de bases de données bibliographiques, par l'intermédiaire d'un serveur ou en libre accès sur Internet. La méthodologie suivie a permis de favoriser les échanges et d'enrichir les connaissances des membres dans le domaine en fournissant régulièrement de nouvelles informations.

*INRS, Document pour la médecine du travail, n° 125, mars 2011.*

### Bactériophages et enzymes lytiques... peuvent-ils aider à combattre les résistances bactériennes aux antibiotiques?

Les bactéries résistantes constituent une menace croissante pour toute la population quels que soient les âges, y compris dans les hôpitaux militaires de campagne et leur liste s'allonge (*S. pneumoniae*, *S. aureus*, bacilles tuberculeux multirésistants, sans compter la menace constituée par des agents émergents, voire des agents modifiés intentionnellement). Cet article de la *Revue Internationale des services de santé des forces armées* montre l'intérêt qu'il y aurait à utiliser des bactériophages comme une alternative intéressante aux antibiotiques (les phages, virus de très petite taille, détruisent sélectivement les bactéries en les lysant). Récemment, des composants aux capacités lytiques ont été isolés permettant d'élargir le champ d'action des technologies dérivées des phages avec des applications dans le domaine des vaccinations, du traitement, des outils de prévention et du diagnostic. L'auteur de cet article signale l'intérêt de ces enzymes qui pourraient être utilisés comme une alternative aux antibiotiques dirigés contre différentes maladies infectieuses incluant le charbon et d'autres agents de la guerre biologique.

*Revue internationale des services de santé des forces armées, mars 2011, vol.84/1.*

## Dossiers

### Les déterminants socio-environnementaux de la santé des aînés

La revue *la Santé de l'Homme* présente un dossier sur la santé des aînés par une approche «écologique-environnementale» dépassant les déterminants individuels habituels (modes de vie, compétences psychosociales, attitudes, sentiment d'efficacité personnelle et comportements) pour donner toute sa place aux déterminants socio-environnementaux de la santé. Ce dossier fait connaître les travaux scientifiques collectés dans le cadre d'un programme franco-québécois échelonné sur deux années (2009-2011), qui, autour de pratiques novatrices, montrent le rôle important de l'environnement résidentiel. Ils démontrent notamment que des voisinages riches en ressources accessibles, favorisent la qualité de vie des aînés (activité physique par la marche, transports adaptés, aménagement de lieux collectifs, convivialité...) et leur permettent de mieux s'approprier un espace de vie quotidien et leur autonomie en même temps.

*Inpes, la Santé de l'homme, n° 411, janvier-février 2011.*

### Télesanté, télémédecine, e-santé...

Ce dossier de la revue *Perspectives sanitaires et sociales* fait le point sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), qui se multiplient depuis les années 1990 dans le domaine de la santé. Sont nés, avec elles, des néologismes : télémédecine, télesanté,

e-santé... Ainsi, en 1998, le directeur général de l'OMS distinguait télésanté et télémédecine, cette dernière appellation étant réservée aux seules actions cliniques et curatives de la médecine utilisant les systèmes de télécommunication. Depuis, la loi HPST du 21 juillet 2009 précise (article 118) qu'un « programme relatif au développement de la télémédecine » doit être défini dans chaque Projet Régional de Santé et le décret du 19 octobre 2010 relatif à la télémédecine en définit les cinq types d'actes en précisant leurs conditions de mise en œuvre. Orientée vers le grand public et vers le patient, l'e-santé ou télésanté a une acception plus large et recouvre les activités, services et systèmes liés à la santé (hygiène de vie, éducation à la santé, dispositifs relatifs à la dépendance...), pratiqués à distance au moyen des TIC. Les différents chapitres de ce dossier abordent les évolutions de ces technologies à travers des expériences et des initiatives qui, à l'heure de certains territoires appelés « déserts médicaux », vont faire évoluer les modes de soins et de prises en charge des usagers et donner des perspectives d'avenir non seulement dans le secteur médical mais aussi dans le secteur médico-social.

*Perspectives sanitaires et sociales, n° 215, mars-avril 2011.*

## Rapports

### La charge de morbidité imputable au bruit ambiant : quantification du nombre d'années de vie en bonne santé perdues en Europe

Ce rapport, élaboré par un groupe d'experts rassemble les données disponibles en matière d'évaluation quantitative des risques sanitaires liés au bruit en Europe occidentale et fournit aux responsables politiques un appui technique dans leur évaluation quantitative. Il montre la corrélation entre le bruit ambiant et les effets sur la santé : maladies cardiovasculaires, troubles cognitifs, pertes du sommeil...

*OMS, région européenne, 2011, 108 pages (en anglais).*

[http://www.euro.who.int/data/assets/pdf\\_file/0008/136466/e94888.pdf](http://www.euro.who.int/data/assets/pdf_file/0008/136466/e94888.pdf)

### Rapport annuel du médiateur : 2010

Créé en 1973, l'Institution du Médiateur de la République est une autorité indépendante qui met gracieusement ses compétences au service des citoyens pour améliorer leurs relations avec l'administration et les services publics. Si l'institution traite des litiges et reçoit des plaintes, le Médiateur est également doté d'un pouvoir de propositions de réformes et apparaît comme un partenaire des politiques. En 2010, le Médiateur a étendu son réseau de correspondants et a développé une culture de dialogue en amont pour éviter les dérapages et neutraliser les conflits dans tous les domaines, y compris ceux relevant de la santé : santé en prison (traitement des dossiers par les délégués du Médiateur : accès au dossier médical, soins divers...), santé en milieu hospitalier... Ainsi à la suite des rapports entre le médiateur de la république et la HAS, la maltraitance dans les établissements de soins n'est plus niée. Le Pôle Santé et Sécurité des soins a constaté que de nombreux établissements se mobilisent pour promouvoir la notion de bientraitance et le ministère de la Santé a placé l'année 2011 sous le signe des patients et de leurs droits. A ce titre, une mission consacrée à la bientraitance a été chargée de faire des préconisations pour améliorer la qualité du service vis-à-vis des patients et de leurs proches (mieux évaluer les besoins du patient âgé, savoir écouter un patient ou son proche...). Par ailleurs, la notion de « vivre ensemble » s'est encore fragilisée au sein de notre société et la montée de la violence au cœur de l'hôpital (cette fois-ci aux dépens des professionnels de santé), se manifeste régulièrement... Un tableau des réformes proposées par le Médiateur de la République complète ce rapport.

*Le médiateur de la République, rapport annuel 2010, 1er trimestre 2011, 84 pages.*

## Ouvrages

### Gouvernance de la santé : les acteurs institutionnels

Cet ouvrage apporte un éclairage sur les nombreux organismes contribuant à la politique de santé en France, sur leurs origines et la raison de leur création, sur leur structure, leurs missions exactes et les services qu'on attend d'eux. Après un rappel des éléments de contexte (histoire, textes législatifs), il décrit le dispositif institutionnel qui concourt à l'élaboration des

politiques sanitaires basée sur un système complexe comprenant aussi bien les services rattachés directement au ministère de tutelle en charge de la santé (sans oublier les nouvelles agences régionales de la santé) que les divers instituts, établissements publics et organismes, dont certains dépendent également de ministères partenaires impliqués dans la santé publique. Pour concrétiser l'ensemble de ce dispositif, chaque structure fait l'objet d'une fiche signalétique permettant de rassembler les informations essentielles la concernant. Est proposée également par l'auteur, une analyse du système des agences permettant d'avoir une vision d'ensemble des acteurs institutionnels dans le domaine de la santé publique.

*Patricia Siwek, Éditions le Coudrier, avril 2011, 192 pages.*

## Pour une raison écologique

Cet ouvrage a pour objectif de montrer les limites intrinsèques d'un développement uniquement fondé sur la marchandisation des besoins, de mettre à jour les règles sociales dirigées par la raison économique vers un nouveau modèle de développement basé sur une économie partagée, recentrée sur les biens fournis par la nature. Depuis plusieurs années, on voit fleurir des innovations sociales (autoproduction, systèmes d'échanges locaux (SEL), troc...) dont les objectifs participent d'une stratégie de « dé marchandisation ». Selon les cas, il s'agit de développer l'échange non-monétaire ou d'aider les gens à produire par eux-mêmes ce dont ils ont besoin. Comme le remarque l'auteur, le retour à l'autoproduction offre des possibilités encore largement ignorées et du point de vue écologique, son intérêt est de développer des réflexes de parcimonie, d'autosuffisance, de recherche de durabilité et d'entretien : au lieu de vouloir tout faire dans un minimum de temps et dans la précipitation, il y aurait beaucoup à gagner dans une approche plus qualitative et à s'engager dans un rythme de vie plus lent, permettant de favoriser la vie sociale et d'apporter des répercussions bénéfiques sur la santé (moins de stress, de dépressions, de maladies cardiaques...). L'auteur cherche à montrer ainsi que le monde de la consommation dans lequel nous vivons, fait oublier que nous sommes en interaction constante avec l'écosystème planétaire et qu'avoir un esprit de responsabilité et de respect vis-à-vis de notre milieu de vie, servirait à notre survie collective et à celle des générations futures.

*Bernard Perret, Éditions Flammarion, mars 2011, 276 pages.*

Revue de presse rédigée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone  
télécopie  
internet

Haut Conseil de la santé publique  
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP  
01 40 56 79 80  
01 40 56 79 49  
[www.hcsp.fr](http://www.hcsp.fr)